



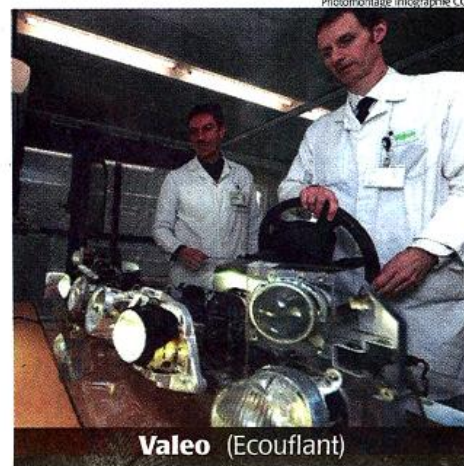
Leur combat quotidien pour résister à la crise



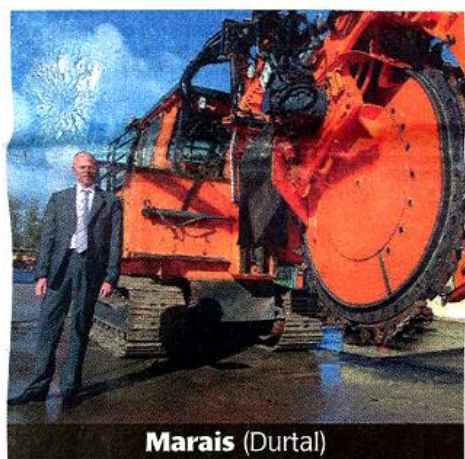
Bouyer-Leroux (La Séguinière)



La Branche d'Olivier (Chemillé)



Valeo (Ecouflant)



Marais (Durtal)



Villemorin (La Ménitrière)

MAINE-ET-LOIRE. Les entreprises ont diversement traversé la crise : Bouyer-Leroux s'est étendu, Marais a rebondi, La Branche d'Olivier s'est recentré, Valeo s'est regroupé et Villemorin a investi.

PAGE 2

L'économie angevine tente de s'adapter

Alors que le nombre de défaillances a encore augmenté en 2013, de nombreuses entreprises continuent d'avancer.



bio'bric®
MURS & CLOISONS

Hervé Gambis a tout misé sur la fabrication 100 % française pour réaliser 95 % de chiffre d'affaires à l'exportation

Xavier MAUDET

xavier.maudet@courrier-ouest.com

Les coups de mou consécutifs à la crise de 2008, des entreprises de la région en ont connu comme partout. Dans le Choletais, les volumes d'activités de quelques entreprises emblématiques ont brutalement chuté à l'image de La Branche d'Olivier, concepteur des produits de marque Hervé Gambis. Installée à Chemillé depuis le début des années 2000, la société La Branche d'Olivier propose à une clientèle exigeante et surtout aisée, des bouquets de fleurs en tissus et autres objets haut de gamme pour agrémenter l'habitat. Ainsi que du parfum d'intérieur. Tous ces produits sont vendus sous la marque Hervé Gambis, du nom du créateur de la société. Tout allait bien jusqu'à la crise. « Fin 2008, début 2009, notre distributeur américain a déposé son bilan. Nous avons perdu d'un

coup 250 points de vente. En 2009, notre distributeur japonais nous a fait zéro euro de commande ! » explique le chef d'entreprise transparent sur les déboires que lui et sa vingtaine de collaborateurs ont rencontrés alors (ils sont moitié moins aujourd'hui).

« Nous visons les pays émergents »

« Nous avons licencié du personnel qui nous accompagnait depuis 10 ans et qui avait accepté de nous suivre de Paris à Chemillé » ajoute-t-il. Insuffisant ; En 2011, le seul marché européen et français qui restait à La Branche d'Olivier a cédé à son tour. « En six mois, nous avons mangé toutes nos réserves ». 2012 a donné le coup de grâce.

Le dirigeant envisage alors de solliciter le Tribunal de commerce d'Angers pour engager une procédure de sauvegarde. Elle a le mérite « de

mettre l'entreprise sous cloche pendant toute la durée de la procédure » et de se donner les moyens de rebondir. « Nous venons de sortir de cette procédure de sauvegarde. Pendant 18 mois, elle nous a permis de nous poser les bonnes questions. Nous avons choisi le type de clientèle que nous souhaitons cibler et depuis, nous nous concentrons sur cet objectif pour satisfaire ses attentes ». Hervé Gambis a tout misé sur la « fabrication 100 % française pour réaliser 95 % de chiffre d'affaires à l'exportation » puisque c'est « ce qui marche aujourd'hui ». Et les pays visés sont ceux aussi qui sont capables d'y mettre le prix.

« Outre nos bouquets, nous proposons du parfum de corps très haut de gamme élaboré en France avec des matières premières que les grandes marques ne sont pas capables d'exploiter pour leurs produits grand public » détaille le créateur. « Aux Émirats Arabes, les gens qui ont une vraie culture du parfum sont

capables de distinguer sur la personne un classique parfum de marque internationale, d'un autre très personnalisé ». Le parfum Hervé Gambis s'inscrit dans cette niche. « Il y a dix ans, nous étions trop haut de gamme pour les pays émergents. Plus maintenant. Nous nous développons aux Émirats Arabes, en Corée du Sud, en Chine. Et en Europe, nous avons la chance d'avoir un marché anglais très dynamique avec une progression de +50 % depuis un an et demi. Il y a là-bas une clientèle d'amateurs » explique Hervé Gambis qui travaille aussi sur son retour aux États-Unis.

« J'aurais dû écrire un livre de toute cette aventure » confie-t-il au passage. Et de donner quelques conseils : « La procédure de sauvegarde, il ne faut pas hésiter dès qu'on a un doute, une fragilité. Elle permet de tout remettre à plat et de se poser les bonnes questions. Quand on a la chance de pouvoir le faire, il faut le faire ».

« Des dirigeants nous disent : on n'en peut plus »

Le tribunal de commerce d'Angers présentait hier son bilan 2013. Selon son président, Hervé Tréhard, la situation se dégrade

Le nombre de défaillances a de nouveau augmenté en 2013. Comment analysez-vous la situation ?

« On est passé de 514 dépôts de bilan en 2012 à 571 en 2013 (voir tableaux en haut de page). On assiste à une accélération du phénomène observé l'an passé. C'est surtout dans la zone d'emploi d'Angers (qui comprend aussi le Segréen et le Baugeois) que la situation se dégrade : le nombre de défaillances y est passé de 260 à 322.

Dans le Choletais et le Saumurois, les chiffres sont stables.

Nous n'avons vu que deux entreprises de plus de 100 salariés en 2013 mais beaucoup plus d'entreprises de 50 à 100 salariés. Le nombre de salariés concernés augmente. »

Comment ressentez-vous le climat ?

« L'année précédente, les patrons étaient inquiets. J'ai envie de dire que maintenant ils sont désespérés. Les trésoreries s'épuisent alors que la fiscalité continue d'augmenter. De plus en plus de dirigeants nous disent : on n'a plus de commandes, on n'en peut plus. Ils nous demandent de les mettre directement en liquidation. Mais le tribunal de commerce

d'Angers hésite toujours à prononcer directement la liquidation. »

Quels secteurs souffrent le plus ?

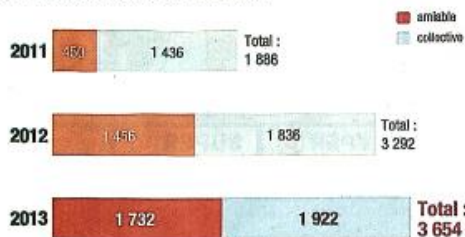
« Le bâtiment a connu en 2013 plus de défaillances que le commerce. La demande en logements neufs diminue, surtout à Angers, donc l'activité diminue. Pour faire du chiffre d'affaires, certaines entreprises ont tendance à baisser les prix. On a vu un repreneur refuser des marchés parce qu'ils avaient été négociés trop bas. Le commerce pâtit de la perte de pouvoir d'achat. On voit de plus en plus de boulangeries en difficulté et, plus nouveau, des pharmacies. »

Propos recueillis par Vincent BOUCAULT



Hervé Tréhard pendant l'audience solennelle

NOMBRE DE SALARIÉS CONCERNÉS PAR UNE PROCÉDURE AMIABLE OU COLLECTIVE



DÉCISIONS À L'OUVERTURE DE LA PROCÉDURE

	2011	2012	2013
Liquidations Judiciaires Immédiates	366	387	386
Redressements Judiciaires	159	111	164
Sauvegarde	10	16	21
TOTAL	535	514	571

RÉPARTITION PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ EN 2013

Des décisions à l'ouverture de la procédure sur un total de 571

177	Bâtiment
168	Commerce
86	Service à la personne (informatique, culture, sécurité...)
72	Hôtellerie - bar - restauration
27	Garage et service automobile
20	Transport (y compris taxi)
16	Holding
3	Divers (agriculture, SCI)
2	Industrie

Source : Tribunal de commerce d'Angers

► Bassin angevin

Les ardoisières agonisent. En novembre, le groupe Imérya a annoncé la fin de l'exploitation des ardoisières de Trélaillé en 2014. 153 emplois sont concernés.

LVMH diffère. Annoncée au printemps 2012, l'implantation d'une unité expérimentale et industrielle Louis-Vuitton Moët-Hennessy à Beaulieu-sur-Layon est remise à plus tard. Le bâtiment de 6000 m² projeté en 2014 attendra. Le secteur du luxe accuse un creux. Reste une petite unité expérimentale à Chemillé.

Longchamp s'étend. Le fabricant sègrein de maroquinerie de luxe, qui emploie 750 salariés, investit dans un nouveau bâtiment logistique de plus de 20000 m².

Kolmi déménage. Le fabricant de masques de protection et d'équipements médicaux non tissés, récemment adossé à un groupe canadien, a investi sa nouvelle usine de 14000 m² couverts à Saint-Barthélemy. Les effectifs sont passés de 60 à 80 personnes.



Valeo n'a plus qu'une usine dans l'agglomération angevine

Valeo réduit. L'équipementier automobile annonce la fermeture de son usine à la Roseraie, où il rénovait des alternateurs. Les 89 salariés restants sont appelés à rejoindre l'autre usine Valeo, qui emploie environ un millier de personnes à Ecoflant.

L'après-Thomson interrogé. Après avoir racheté les machines puis le site, Angers Loire Métropole ferraille pour redonner un avenir industriel à l'ex-usine électronique. Exit les décodeurs, l'espoir est désormais investi dans le compteur intelligent ERDF. Le dossier devrait se décanter au printemps prochain.

Bouvet regroupe. Le fabricant de menuiseries a regroupé en août ses trois unités et ses 650 salariés dans sa nouvelle et immense usine près de la Membrolle-sur-Longuenée.

Cartonnages Lefrancq disparaît. A Candé, la société familiale n'a pas pu redresser la barre. L'entreprise, qui n'employait plus que 54 salariés, a été liquidée en juillet.

Villemorin investit. Le semencier de La Ménitré a investi depuis 2008 40 millions d'euros en recherche et développement dont trois millions d'euros dans un nouveau laboratoire en 2013. Le poids lourd du végétal entend conquérir de nouveaux marchés sur la planète.

► Choletais

Sophie Baron distinguée. A la tête de la société de construction de maisons individuelles Alliance Construction installée à Saint Germain-sur-Moine, Sophie Baron a reçu le trophée national de Femme de l'économie 2013 dans la catégorie Prix femme chef d'entreprise.

Dogan Ravalement liquidée. La liquidation de Dogan Ravalement a été un des plus gros faux pas d'une entreprise choletaise en 2013. La société de ravalement et de nettoyage de façades liquidée, ses 50 salariés ont perdu leur emploi au cours de l'année.

Calendrier détonnant. Pour donner une image plus jeune et plus dynamique des métiers de l'industrie, la Jeune Chambre économique du Choletais a fait poser, nus, une douzaine de salariés d'entreprises industrielles du Choletais. Les clichés ont servi à éditer un calendrier 2014.

Bouyer-Leroux s'étend. La société de fabrication de briques de construction implantée à La Séguinière a racheté la branche matériaux de construction de son concurrent Imerys. Bouyer-Leroux, est devenue le numéro 1 français de la brique de construction.



A la Séguinière, Bouyer-Leroux développe sa gamme de produits

► Saumurois

Alltub se renforce. Le leader mondial de l'emballage en aluminium, qui emploie 250 salariés à Saumur, va accueillir 25 salariés franciliens arrivant du site de Bondoufle (Essonne) qui doit fermer en mai.

La SAUR en pilotage à distance. Fin 2013, la Saur a investi 2,6M à Saumur dans un centre de pilotage opérationnel à distance. Il rassemble 50 pilotes et experts gérant à distance les interventions de 400 agents.

Pananceau disparaît. A Durtal, l'entreprise de bâtiment de plus que centenaire Pananceau n'a pu sortir par le haut de son redressement judiciaire. 59 emplois disparaissent.

Marais sort de l'ornière libyenne. A Durtal toujours, le groupe Marais, spécialiste de la pose des réseaux secs et leader de la fabrication de tranchées, avait été mis à mal par la révolution libyenne en 2011. Coût du préjudice : 2 millions d'euros sans compter le matériel abandonné. Après une quarantaine de licenciements, l'entreprise a rebondi grâce notamment à l'Australie et a commencé à réembaucher.